EDITORIAL

Le mouvement social de 2010

Le divorce de légitimité

Francis Sitel

« *Les hommes se laissent vivre dans l'horizon de l'Etat et de la Loi tant que l'injustice ne leur rend pas conscience de ce qu'ils ont d'injustifiable. Le pouvoir qu'on appelle légitime est celui qui réussit à éviter le mépris et la haine.* »
Merleau-Ponty
« Note sur Machiavel »

NICOLAS SARKOZY a voulu cet affrontement social. Il en a choisi le thème – la réforme des retraites [1]/ –, fixé le moment – cet été 2010 lorsque se dessine la perspective d'un nouveau quinquennat –, et établi les enjeux : face à d'inévitables grèves et manifestations, faire la démonstration de son *inflexibilité*. C'est ce qui explique le choix de mettre en exergue les 60 ans, question favorisant l'unité du front syndical, ainsi que le mépris avec lequel ont été reçues les successives propositions de compromis de la CFDT, et sans doute la bravade du maintien à la tête de l'opération d'un Woerth discrédité.

Cette épreuve de force, Sarkozy l'a finalement gagnée. La réforme va s'appliquer. Malgré leur magnifique résistance, les salariés vont dans les années à venir en payer le prix élevé. Celui d'une lourde régression sociale, qui vient s'ajouter aux échecs antérieurement subis et prépare la vraie finalité de l'offensive : la baisse massive des pensions et la déstabilisation du système pour ouvrir aux intérêts privés l'ensemble de ce domaine.

Pourtant, puisque Sarkozy a mené cette bataille à des fins d'abord politiques, c'est de ce point de vue qu'il convient d'analyser la situation. Sous cet angle, l'appréciation d'ensemble apparaît plus complexe. Du fait d'une donnée imprévue : cette confrontation ne fut que très imparfaitement celle qu'attendait Sarkozy...

Une contestation atypique

La formule est de Michel Noblecourt : « Atypique, cette contestation n'a pas bloqué le pays comme lors du mouvement social de 1995 ou plus encore en mai 1968, spectres que l'on s'est complu à agiter. Elle n'a ressemblé ni à la fronde sur les retraites de 2003 ni à celle contre le contrat première embauche en 2006. Avec des blocages multiples mais localement limités, à géométrie et à durée variables, auxquels se sont ajoutées des « manifs » de lycéens et d'étudiants, d'une ampleur très inférieure à celles de 2006, elle s'est traduite par une pagaille sociale qui a quelque peu déstabilisé l'Etat. Les journées d'ac-

[1]/ Pour l'analyse de cette réforme, voir l'éditorial du numéro 7 de *ContreTemps*, Francis Sitel, « Retraites... La crise de plus ? ».

tion ont permis d'accompagner, de rythmer et d'encadrer la contestation. » [2]/

Si, en effet, ce mouvement ne fut similaire à aucun de ces précédents, il a emprunté à tous. Ce qui donne à ce grand retour de la lutte des classes la beauté désordonnée d'une mosaïque dont le dessin serait resté inachevé. Malgré les grandes manifestations de 2009 en riposte à la politique antisociale du gouvernement et celles du printemps 2010, en dépit de la formation du front syndical sur la base du refus de la remise en cause des 60 ans, et du patient travail, derrière l'appel lancé par Copernic et Attac, des forces syndicales, associatives et politiques pour expliquer la nature du projet et la nécessité de le refuser, nulle garantie n'existait que la mobilisation sociale serait au rendez-vous.

Car ce rendez-vous fut d'abord soigneusement pensé par Sarkozy et Raymond Soubie, son haut conseiller aux affaires sociales, avec l'objectif de gagner un affrontement social jugé politiquement nécessaire. Le scénario était celui d'un choc brutal mais maîtrisé, du type des précédentes confrontations sur cette même question des retraites : des grèves dures de secteurs fortement syndiqués (transports, fonction publique, énergie...), qui se heurtent à un gouvernement en situation de laisser s'épuiser la combativité, d'instrumentaliser les médias pour cultiver le mécontentement des usagers, d'attiser les ressentiments à l'encontre des fonctionnaires et autres « nantis », le tout accompagné d'une dose de répression pour faire bonne mesure. D'où aussi un calendrier accéléré : annonce du texte à la veille des vacances d'été, débat parlementaire lancé dès le début septembre, conduit à marche forcée pour être conclu début novembre... Donc quelques semaines d'agitation sociale au terme desquelles les secteurs concernés sortiraient les reins brisés et les syndicats affaiblis. Le seul souci était d'éviter que la jeunesse scolarisée entre dans la danse, ce que laissait espérer un planning coincé entre les vacances d'été et celles de Toussaint ; si on voyait mal les lycéens se mobiliser sur une question de retraites, on prit la précaution en direction des étudiants d'ajourner la mesure visant à supprimer le cumul entre aide au logement et demi-part fiscale des familles concernées.

Certes, les différents éléments prévus ont bien été présents dans le mouvement, avec les grèves à la SNCF, dans les transports urbains, dans la Fonction publique (de manière plus limitée par rapport aux mouvements précédents), ainsi que la grossière pression médiatique et une répression bien sévère contre certains secteurs. Mais d'autres données, originales, ont pris le dessus.

► D'abord, une forte mobilisation des salariés du privé, certains secteurs en pointe apparaissant comme les locomotives d'une possible généralisation. Les raffineries furent le fer de lance du mouvement, car en capacité de paralyser le pays par la pénurie d'essence. D'autant que chauffeurs routiers et salariés des ports étaient eux aussi dans la lutte.

Autour de ces points de force et des journées nationales de grèves et manifestations, c'est tout un mouvement multiforme qui s'est dessiné, avec une multiplicité de grèves, d'ac-

[2]/ Michel Noblecourt, « Une défaite en chantant pour le syndicalisme », *Le Monde*, 6 novembre 2010.

ContreTemps n° 8 15/11/10 0:14 Page 7

tions de blocage, d'initiatives de popularisation diverses et à répétition... Tandis que des professions maintenaient des grèves déterminées, en particulier à Marseille, avec la mobilisation immédiate du personnel des cantines scolaires, les « tatas », celle des éboueurs, le blocage du port...

► Parallèlement à ces actions, l'autre donnée originale fut le choix de la manifestation de masse comme forme d'expression privilégiée : dès début septembre et durant deux mois, huit fois de suite, par millions, les salariés auront occupé les rues de toutes les agglomérations du pays, avec des cortèges juxtaposant tous les secteurs professionnels, ceux du samedi drainant les salariés qui ne pouvant faire grève n'étaient pas encore apparus mobilisés. Ainsi, dans nombre de villes moyennes et petites, il a pu sembler que c'était la quasi totalité de la population qui manifestait.

► Dans ce mouvement se mêlaient des générations politiques différentes : celles ayant l'expérience des précédentes mobilisations, dont celle de 2003, et celles découvrant la nécessité du combat de classe, dont nombre de déçus de leur vote Sarkozy en 2007.

► Autre donnée : l'entrée dans la lutte des lycéens, venus apporter une improbable coloration juvénile aux manifestations, balayant d'un souffle l'argument gouvernemental selon lequel cette réforme servait les intérêts de la jeunesse. L'appel des organisations de jeunesse qui, expliquant que les retraites sont aussi l'affaire des jeunes, pouvait paraître aussi sympathique que symbolique, a ainsi trouvé un écho de masse dans la jeunesse étudiante.

► Dans ces conditions on a vu, contre toute attente, une unité syndicale qu'on savait fragile se maintenir. L'intersyndicale, autour de l'axe CGT-CFDT, qui s'était construite en 2009, a perduré, sur la base du refus de la remise en cause des 60 ans, prenant l'initiative audacieuse d'une manifestation dès le 7 septembre et s'affirmant comme la direction incontestée du mouvement.

► Enfin, autre trait majeur et inédit pour un mouvement de cette ampleur : le soutien massif de l'opinion, les sondages indiquant jusqu'à 70 % d'avis positifs, voire des majorités substantielles se prononçant pour la poursuite et le durcissement de la mobilisation.

Ainsi, quelles que soient les limites des grèves proprement dites – évidentes dès lors que s'est posé le problème des reconductions –, ainsi que les effets du service minimum dans les transports, sans oublier les réquisitions fortement marquées d'illégalité, et malgré la faiblesse de l'auto-organisation, le mouvement est apparu d'une puissance comparable aux plus grandes mobilisations sociales du passé. Il est clair que, pour beaucoup de salariés, il n'était pas envisageable de se lancer dans une grève longue, du fait du poids des contraintes économiques et des doutes quant à la possibilité de gagner un bras de fer de ce type. Et dans un nombre croissant de secteurs la précarité régnante interdit l'idée même de grève.

C'est donc dans ces conditions que s'est imposé un mouvement pleinement assuré de son bon droit, ce dont témoignaient le caractère bon enfant des cortèges et la créativité individuelle de nombre de manifestants, arbo-

ContreTemps n° 8 15/11/10 0:14 Page 8

rant leurs pancartes bricolées et inventant leurs propres mots d'ordre. Comme l'ont souligné plusieurs analystes [3], s'est trouvée confirmée et amplifiée une donnée nouvelle des grandes mobilisations sociales : c'est principalement par la manifestation de masse que tend à s'affirmer la puissance sociale du salariat. Et ce sous une forme à la fois de classe et dotée d'une dimension citoyenne. Une donnée déterminante pour l'avenir.

Monté des profondeurs du salariat et appuyé par l'opinion publique, ce mouvement socialement majoritaire de refus de la réforme gouvernementale a enclenché un double processus. D'une part, une brutale dévitalisation du discours dominant – celui du gouvernement, des médias, des « experts »... –, qui des mois durant avait fait autorité. Comme lors du référendum sur le Traité constitutionnel européen, on a vu un dispositif idéologique d'apparence implacable se désagréger. L'évidence du « vivre plus longtemps oblige à travailler plus longtemps » a avoué son inanité, révélant un simple slogan aussi pernicieux que le « travailler plus pour gagner plus » de sinistre mémoire. D'autre part, la question des retraites a cristallisé bien d'autres mécontentements et angoisses (le chômage, la précarité, l'inquiétude pour l'avenir...). A la différence de ce qui se dit parfois, ce n'est pas que la première ait laissé place aux seconds, c'est que la question des retraites a progressivement délivré la puissante charge sociale qu'elle contient. Ce que le système comprime et refoule en permanence a pu s'exprimer : ce qu'est le travail pour les travailleurs, ce que sont la pénibilité, l'usure, le poids écrasant des injustices subies par les plus exploités, les discriminations que subissent les femmes, les angoisses des jeunes face à l'avenir qui leur est promis... Toute une réalité, massive et douloureuse, qui est la vie même du peuple. Une réalité que les gouvernants sont apparus superbement ignorer, et lorsqu'elle leur est mise sous le nez, à laquelle ils ne savent répondre que par le mépris, un discours mécanique inlassablement répété, qui confond pénibilité et invalidité, qui autorise à expliquer que deux années de plus au travail ce n'est pas grand chose (ajoutant que soi-même on est disponible à poursuivre jusqu'à l'extrême vieillesse un « travail » qui n'est que l'exercice d'une mission fort lucrative), qui feint de prendre en compte la situation des femmes lorsqu'on consent à épargner celles, nées entre telle et telle date, mères de trois enfants... Propos grossiers, où l'hypocrisie le dispute au cynisme, de ceux qui prétendent sauver le système par répartition, se soucier du bien commun, contre un peuple qui affirme une volonté en acte de solidarité effective, entre professions, entre sexes, entre générations, dans un même refus du projet gouvernemental !

Ainsi s'est installé le constat que cette réforme, présentée par le pouvoir comme *nécessaire* et *juste*, était fondamentalement *injuste* ! Ce qui suffit à la rendre condamnable. D'où l'instauration d'une radicale opposition, de classe, entre ceux qui se savent victimes de cette injustice, et ceux qui la disent nécessaire. Ce qui au-delà amène à s'interroger : Qui sont-

[3] / cf. Jean-Marie Pernot, entretiens dans *Le Monde*, 5 novembre 2010, et sur le site *Basta*, 26 octobre 2010 ; Philippe Corcuff, « Pour une guérilla sociale durable et pacifique », 18 octobre 2010, blog sur *Mediapart* ; Sophie Béroud et Karel Yon, « retour sur le mouvement social », entretien sur le site ContreTemps.

Manifestation du 28 octobre 2010 à Paris

ils ceux qui veulent à toute force cette réforme ? En quoi leur est-elle nécessaire ?

Sans doute, Sarkozy, quelle que soit son habileté manœuvrière, a-t-il gravement sous-estimé deux coordonnées clés de la situation de cet automne 2010 : les modifications provoquées par la crise capitaliste et les effets des différents scandales dans lesquels le régime est empêtré.

Les raisons de la réforme

En quoi, selon le pouvoir, cette réforme des retraites était-elle nécessaire ? L'explication a été martelée de longue date, s'appuyant sur les évolutions démographiques : l'allongement de la durée de vie met le système en déséquilibre, puisque face à toujours plus de retraités on aura de moins en moins d'actifs, ce qui rend indispensable, sauf à accepter le naufrage, d'accroître les ressources, c'est-à-dire cotiser plus longtemps. Un argument supplémentaire étant que cela se fait partout en Europe.

Mais la crise est venue interférer, ajoutant la question de la dette et des déficits publics, donc l'impératif d'économies drastiques si l'on ne veut pas aggraver un endettement qui écrasera les générations à venir. Là encore il suffit de regarder partout en Europe pour voir que des politiques de rigueur sont mises en œuvre, plus sévèrement qu'ici, avec comme une des mesures phares la baisse des pensions et le retardement de l'âge de départ en retraite. Faute de s'aligner, tombera la sanction des agences de notation qui peut nous conduire à la ruine...

Mais, à trop vouloir prouver, on prend le risque de croire les salariés plus bêtes qu'ils ne sont. Et on fait entendre la discordance de logiques et de temporalités différentes.

Pour être présentée comme juste et nécessaire la réforme doit s'inscrire dans le temps long, celui des relèves de générations, se fixant l'ambition de sauver le système français par répartition en assurant son financement sur les décennies à venir. Mais l'inscrire dans le contexte européen à l'heure de la crise, c'est d'abord inviter à y regarder de plus près, pour constater qu'additionner le recul de l'âge de départ en retraite et l'allongement de la durée de cotisation conduit à faire de notre système, non le plus généreux, mais un des plus sévères du continent. Et, par ailleurs, cela conduit à changer de terrain : si la réforme des retraites répond aux impératifs censés découler de la crise, en termes de politiques d'austérité, effectivement mises en œuvre partout en Europe, on ne raisonne plus sur temps longs, mais dans l'urgence du redressement des budgets publics. Le souci affiché du bien commun laisse alors la place à la volonté par trop évidente de faire payer la crise aux travailleurs et aux peuples !

Voici, d'un côté, l'aveu que cette réforme ne sera pas en mesure d'assurer la pérennité du système. Parce que proposant des mesures inadaptées à cet objectif, explique-t-on à gauche. Parce que trop timorée dans ses remises en cause des acquis, proclament les ultras-libéraux. Et au final, le gouvernement d'annoncer la nécessité de remettre l'ouvrage sur le métier dès 2017 ! De l'autre côté, voilà ouverte la boîte de Pandore du brûlant problème du par-

tage des richesses, cela dans un contexte – celui de l'affaire Woerth-Bettencourt – qui a jeté une lumière aveuglante sur ce qu'en ce pays est précisément la richesse, et aussi son usage, les liaisons dangereuses qu'elle entretient avec les cercles du pouvoir... On ne manque plus d'études documentées qui permettent de prendre la mesure de ce que sont les privilèges d'une infime poignée, face à la misère dans laquelle survit une immense majorité. Dans un livre d'une lecture nécessaire [4], Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot soulignent cette simple comparaison bien symbolique de la politique sarkozyste : l'imposition des indemnités versées aux accidentés du travail a permis à l'Etat de récupérer 230 millions d'euros, dans le même temps le bouclier fiscal en faveur des plus riches lui fait perdre 585 millions par an (au demeurant une misère au regard des dizaines de milliards que lui coûtent les exonérations d'impôts pour les riches, celles des charges sociales de certaines entreprises !). Edwy Plenel, dans *Mediapart*, propose un autre exemple : Liliane Bettencourt gagne 550 euros par minute sans rien faire, tandis que la moitié des salariés du pays gagnent moins de 1 500 euros par mois [5].

Et voici peut-être pourquoi, monsieur le Président, le pays est en révolte...

Ce pouvoir ventriloque, Woerth en marionnette de Sarkozy ânonnant sans fin le même dogme, n'a pas compris combien la mise sur la place publique de l'insatiable besoin d'argent de cette caste qui dirige à la fois les grandes entreprises, les médias, l'Etat, a permis que chemine dans la conscience populaire l'idée que le mépris et la haine à son encontre sont des choses qu'elle n'a pas volées.

La question de la grève générale

Il y a ceux qui y ont cru et ceux qui ironisent, ceux qui en ont fait leur mot d'ordre contre d'autres rappelant, grands exemples historiques à l'appui, que jamais une grève générale ne se décrète. Reste que cela n'autorise pas à conclure qu'on en est resté à la simple *pagaille sociale* évoquée par Michel Noblecourt, qui concède qu'elle a malgré tout *quelque peu déstabilisé l'Etat*. Au demeurant on s'autorisera à rappeler à l'éditorialiste du *Monde* qu'à un moment clé du mouvement il a vigoureusement mis en garde les directions syndicales contre la tentation dangereuse de s'engager dans des grèves reconductibles [6].

A ce moment, la situation était alors celle d'un salariat qui, malgré l'affaiblissement de ses capacités de lutte et d'organisation, du fait du chômage, de la précarité, de la perte d'un certain nombre d'anciens bastions, affirmait la volonté de refuser cette réforme, se confrontant à un pouvoir qui avait clairement décidé de lier son destin politique à l'imposition de cette même réforme. Ni l'un ni l'autre ne voulant céder, le premier par conviction profonde qu'il n'avait pas à accepter une telle injustice, l'autre parce qu'il s'était mis en situation où

[4]/ Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, *Le Président des riches. Enquête sur l'oligarchie dans la France de Nicolas Sarkozy*, Zones, Paris 2010.

[5]/ Edwy Plenel, « L'heure du peuple », *Mediapart*, 20 octobe 2010.

[6]/ Michel Noblecourt, « Les syndicats et le piège de la grève reconductible », *Le Monde*, 9 octobre 2010.

ContreTemps n° 8 15/11/10 0:14 Page 12

céder aurait le sens du mot à propos d'une digue : une défaite politique déstabilisant les équilibres du régime. Après le 12 octobre, avec la grève dans les raffineries, la mobilisation lycéenne, les multiples blocages, la confrontation atteignait un niveau de confrontation porteur d'*une dynamique* de grève générale. Et ce dans la configuration originale d'un affrontement que la posture adoptée par Sarkozy rendait directement politique.

La dissymétrie est pourtant évidente entre le choix délibéré de Sarkozy, maître du terrain et du calendrier, assumant explicitement la portée politique de l'affrontement, et un mouvement ouvrier qui, face à cette réalité incontournable, a joué de différents dispositifs d'esquive.

Le front syndical s'est construit et maintenu sur le principe, garanti par l'alliance CGT-CFDT, que la mobilisation visait à obtenir la *négociation* d'une réforme jugée nécessaire, récusant toute velléité de porter l'épreuve de force sur le terrain politique. D'où l'acceptation d'Eric Woerth comme interlocuteur, et le refus du mot d'ordre de *retrait* du projet, malgré les positions d'autres centrales (Solidaires, FSU, FO), et à rebours de ce qui devenait de plus en plus le sens même de la mobilisation. Cette position modérée a sans doute favorisé le large soutien de l'opinion, voire induit une forme de radicalisation dans la mesure où elle n'en rendait que plus évidente l'arrogance du pouvoir qui, confronté à une exigence réclamée avec tant de force et de ce fait prenant une dimension démocratique, se montrait sourd et brutalisait les débats parlementaires pour précipiter l'adoption de la loi. Reste que maintenir jusqu'au bout l'exigence de la négociation, puis une fois la loi votée la demande de sa non-promulgation, toujours pour laisser une chance à la négociation, ne mettait pas en capacité d'ébranler l'intransigeance présidentielle.

Pour ce qui est de la gauche politique, si ses représentants à l'Assemblée et au Sénat ont ferraillé jusqu'au bout pour combattre et retarder l'adoption de la loi, l'opposition parlementaire telle que représentée par le Parti socialiste est apparue affaiblie par ses divisions quant au contenu même du projet gouvernemental, et ne s'est à aucun moment engagée dans la contestation de la légitimité de Sarkozy et de la droite à imposer une telle réforme. Quelles que soient les ambiguïtés sur ses positions de fond et les doutes sur sa capacité à tenir la promesse de Martine Aubry de revenir sur la loi en cas de victoire en 2012, la direction du Parti socialiste a compris qu'une telle mobilisation ne pouvait que renforcer les chances d'une victoire lors des prochaines échéances électorales. Un calcul politique certainement fondé, et guère dissimulé. Mais, plus profondément, s'est vue confirmée à cette occasion une donnée structurelle de ce parti qui est le légalisme et l'intériorisation des règles institutionnelles de la Ve République, même lorsqu'elle est reconfigurée par l'autoritarisme sarkozyste. Le président élu est en situation d'imposer sa volonté, laquelle ne peut être défaite que par une autre élection présidentielle, ouvrant la voie à une nouvelle majorité dès lors qu'on ne remet pas en cause l'ordre des élections instauré par Lionel Jospin qui renforce la primauté de l'élection présidentielle. L'hypothèse d'une mobilisation sociale qui vienne bousculer cet édifice antidémocratique, et donc invitant

ContreTemps n° 8 15/11/10 0:14 Page 13

à avancer des propositions politiques qui débordent du seul soutien aux organisations syndicales et à la solidarité avec les grévistes et manifestants s'avère proprement inconcevable.

Pourtant on peut penser que, tout en respectant l'indépendance des organisations syndicales et leur autorité pour décider des revendications et formes d'action, la nature même de l'affrontement invitait l'opposition à proposer une issue politique, afin de faire jouer une dialectique positive entre mobilisation sociale et perspective de changement politique. Or, les recherches en ce sens – avec certaines compréhensions de la demande de référendum, l'exigence « qu'ils retirent leur réforme ou qu'ils partent ! », la perspective de dissolution de l'Assemblée et d'élections générales... –, ont permis de mettre en lumière l'illégitimité du pouvoir, mais sont restées dispersées et marginales.

Face à un adversaire retors et brutal, pour ne pas dire sans scrupules, l'opposition de gauche, c'est-à-dire au premier chef le Parti socialiste, est systématiquement apparue comme engoncée dans le respect des règles institutionnelles et confite dans une forme de bienséance déconcertante. A aucun moment elle n'a cherché à exploiter le discrédit du pouvoir résultant de l'affaire Woerth-Bettencourt, à croire qu'il eut été inconvenant de récuser Woerth comme interlocuteur sur la question des retraites et hors sujet de réclamer que toute cette affaire soit mise entre les mains d'un juge indépendant. Et aussi d'exiger qu'on en finisse avec le scandaleux projet de loi Besson aux connotations grossièrement racistes et liberticides, qu'un coup d'arrêt soit porté à la politique de casse des services publics et d'étouffement des collectivités territoriales. Bref, de s'appuyer sur la mobilisation sociale pour décider que le moment était venu d'en finir avec toute cette politique, donc avec ce gouvernement, et aussi une Ve République qui rend possibles de tels maux. En fait, force est de constater qu'à un niveau infiniment plus modeste la gauche n'est pas parvenue à exprimer d'une même voix un soutien à la mobilisation et un appel au retrait du projet gouvernemental.

Une étrange configuration s'est ainsi instaurée : une formidable mobilisation sociale étant polarisée sur l'exigence adressée au gouvernement de s'asseoir à la table de négociation, sans qu'on envisage, face à son refus réitéré, de renverser ladite table ! Ce mouvement social a témoigné d'une puissance qui lui a permis de surmonter les obstacles mis devant lui, mais s'est trouvé privé de la réponse qui devenait nécessaire à la poursuite de son développement : une perspective politique à la hauteur de l'épreuve de force imposée par Sarkozy. De ce point de vue, la formule d'Edwy Plenel d'un mouvement social « *grand corps sans tête* » apparaît fort pertinente. [7]/

Pour ce qui concerne les seuls enjeux institutionnels, notons que si on partage cette appréciation qu'avançait Jacques Julliard, avant même la mobilisation, pour le déplorer : « Sarkozy est en train de tuer la fonction présidentielle » [8]/, force est de

[7]/ Edwy Plenel, « Halte-là ! Faire échec à un pouvoir dangereux », *Mediapart*, 22 septembre 2010.
[8]/ « Face à la crise : Sarkozy et les forces politiques françaises. Marcel Gauchet, Jacques Julliard : un échange. », *Le Débat*, septembre-octobre 1010, n° 161.

constater que la direction du Parti socialiste s'est en ces circonstances soigneusement gardée de tout geste pouvant aider à ce meurtre salutaire.

Rendez-vous en 2012 ?

L'onde de choc du mouvement va à présent diffuser dans les autres pays européens confrontés aux mêmes politiques d'austérité, et en France travailler un champ politique dominé par le face-à-face entre, d'une part, Sarkozy et la droite, de l'autre, les salariés, la jeunesse, le peuple... Quelques experts en navigation périlleuse ne manqueront pas de nous inviter à louvoyer entre l'un et l'autre, nous mettant en garde à la fois contre les limites d'un anti-sarkozysme de principe et les facilités d'une démagogie alibi du conservatisme. Un éditorial du directeur du *Monde*, en pleine mobilisation, critiquait le manque de pédagogie de Sarkozy et le passéisme du Parti socialiste... pour mieux vanter les mérites d'une réforme nécessaire et courageuse. [9]/

S'il n'était d'autre rendez-vous que celui de 2012, la voie serait pavée de telles balivernes pour mener droit à une promesse d'alternance en trompe l'œil, offrant le choix entre Sarkozy, Fillon ou autre clone habile à habiller de nouveaux slogans la défense les privilèges de toujours, et Strauss-Kahn ou autre novateur socialiste briseur de dogmes.

Grâce au mouvement social, d'autres possibles sont ouverts. Sarkozy a réussi à imposer la régression sociale dont il fait l'emblème de sa politique et le gage de sa capacité à la prolonger au-delà du premier quinquennat, mais il se trouve profondément délégitimé par cette victoire même. Cela signifie que, ni d'une part ni de l'autre, les comptes ne sont soldés. D'autres confrontations seront nécessaires. Pour la droite, afin de restaurer un minimum d'autorité, d'abord dans son propre camp, et au-delà sur l'ensemble de la société. A gauche, parce que les résistances et refus vont devoir s'ouvrir de nouvelles voies. La question de la retraite à 60 ans et à taux plein constitue à présent un marqueur de ce que doit être une politique de gauche. Ce qui oblige à poser comme impératif un changement radical du partage des richesses : en finir avec des privilèges scandaleux, pour changer radicalement les orientations à l'égard du travail, des services publics, de l'école, de la recherche, de l'hôpital... Afin de permettre un développement social et écologique en rupture avec les contraintes du capitalisme, et appelé à se déployer à l'échelle européenne.

Le mouvement social de cet automne 2010, y compris par les limites mêmes qui furent les siennes, est porteur de grands défis. Dès lors qu'est inscrite dans la situation l'exigence d'en finir avec cette oligarchie qui provoque haine et mépris populaires, voici que deviennent nécessaires les réponses à une double crise systémique : celle d'un capitalisme prisonnier d'un néolibéralisme en faillite, celle d'un pouvoir qui tend à devenir dangereux par épuisement démocratique.

8 novembre 2010

[9]/ Eric Fottorino, « La réforme, la méthode et les idées fausse » (*Le Monde*, 16 octobre 2010) : « Une fois de plus, la contestation massive du projet de réforme des retraites illustre combien la France reste un pays très conservateur, arc-bouté au statu quo et aux droits acquis. L'Histoire servant de paravent au réel ».